SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DE MARINES Mardi 18 octobre 2022

Procès-verbal

Le dix-huit octobre deux mille vingt-deux, vingt heures, le conseil municipal s'est réuni, sous la présidence de Nadine NINOT, Maire.

Elle procède à l'appel des conseillers :

Étaient présents : Nadine Ninot, Jean Loriné, Catherine Genet, Daniel Hermand, Angélique Leroyer, Marc Labrousse, Elisabeth Oyer-Laurent, Michel Dejardin, Annie Pincemin, Annie Bourget, Cathy Lucas, Sandrine Briot, Stéphane Zamy, Vincent Lautié, Nicolas Poussard, Pierre Irrmann, Caroline Moutard, Christine Reveau.

Absents avec pouvoir : Nadège Prével donne son pouvoir à Daniel Hermand, Rozenn Le Brun donne pouvoir à Catherine Genet.

Absents : Denis Chrétien, Cécile Montador, Didier Corbalan.

Soit, sur 23 membres en exercice, 18 présents, 5 absents dont 2 ayant donné pouvoir. Le quorum étant atteint, Madame le Maire ouvre la séance à 20h09.

Stéphane Zamy est nommé secrétaire de séance.

Madame le Maire soumet au vote le contenu du procès-verbal du précédent Conseil municipal du 6 septembre 2022.

Le conseil adopte le procès-verbal de la séance précédente à l'UNANIMITÉ.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 6 septembre 2022

Relevé des décisions du Maire

I- Point urbanisme

I-1- Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme

II- Point ressources humaines

II-1- Création d'un emploi non permanent d'assistant ressources humaines en accroissement temporaire d'activité

III- Points finances

- III-1- Reversement de la taxe d'aménagement à l'EPCI de rattachement
- III-2- Décision modificative n°2 budget principal ville
- III-3- Budget principal – Correction sur exercices antérieurs – rattrapage d'amortissement
- III-4- Décision modificative n°1 budget annexe logement
- III-5- Budget annexe logement – Correction sur exercices antérieurs – Rattrapage d'amortissement
- III-6- Versement d'une subvention exceptionnelle de 3000 euros au comité des fêtes

IV- Point culture

- IV-1- Adoption du règlement intérieur de la bibliothèque

Relevé des décisions du maire

2022DM38 - Décision Modificative Nr.1 Budget Annexe Logement - Virement de crédits

Opération d'un virement de crédits en section d'investissement comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT		
DEPENSES		
Chapitre	Compte	Montant
041 -	21313 - Construction bâtiments publics sociaux	-400,00 €
	2313 - Immobilisations corporelles en cours : Constructions	400,00 €
	Chapitre 041	0,00 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00 €

2022DM39 - Attribution du marché complémentaire de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un Centre Technique Municipal

Attribution d'un marché complémentaire portant sur les éléments APS et APD de mission de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un Centre Technique Municipal à la société OVERCODE, située 6bis rue Clotilde Gaillard à MONTREUIL (93100), pour un montant total de 18 800 € HT, soit 22 560 € TTC.

Délibération N° 2022-CMa-10-01 Approbation de la modification du plan local d'urbanisme

Monsieur Jean Loriné, rapporteur du projet, rappelle en préambule les éléments contextuels suivants :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) communal a été approuvé par délibération du 3 mars 2017.

Or l'application et la mise en œuvre de ce PLU ont révélé la nécessité de modifier certains éléments des documents écrits et graphiques en vigueur.

Ainsi, une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU a été engagée par une délibération n°2021-CMa-14-08 en date du 14 décembre 2021.

Les points présentés en modification sont les suivants :

- Actualisation des divers plans de zonage afin d'obtenir une meilleure compréhension et une meilleure utilisation des documents d'urbanisme en vigueur ;
- Mise en place d'un périmètre d'intervention commerciale ;
- Complétude du réseau des circulations douces à l'intérieur du bourg et vers la périphérie afin d'améliorer la mobilité au sein de la commune ;
- Apport de plusieurs adaptations de détail au règlement des zones du PLU ;
- Extension du secteur des jardins familiaux.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-45, L. 153-46, L. 153-47, L. 153-48, R. 153-20,

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Marines approuvé le 3 mars 2017,

Vu les pièces du dossier soumis à la mise à disposition du public du 2 juin 2022 au 30 juin 2022,

Vu les avis des personnes publiques associées (PPA) joints à la mise à disposition du public et les réponses apportées dans le tableau joint en annexe de la présente délibération ;

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF) en date du 21 juin 2022 joint à la mise à disposition du public,

Vu la décision, jointe à la mise à disposition du public, de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 19 mai 2022, de ne pas soumettre à évaluation environnementale la modification simplifiée N°1 du PLU ;

Vu les observations du public figurant dans le registre d'observation du public et les réponses apportées dans le tableau joint à la présente délibération,

Considérant le bon déroulement de la mise à disposition du public qui s'est tenue du 2 juin 2022 au 30 juin 2022,

Considérant que les observations des PPA ne remettent pas en cause le présent projet de modification simplifiée n° 1 du PLU et ne justifient pas de modifications du projet,

Considérant que les résultats de la mise à disposition du public nécessitent un ajustement du projet de modification simplifiée n° 1 du PLU,

Cet ajustement fait suite à une demande de projet d'extension d'une construction existante située sur une parcelle en zone Ua soumise à protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, et de faciliter sous conditions des extensions « visibles de la rue » dans les secteurs de jardin protégé au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, il est nécessaire d'amender légèrement le règlement.

Il s'agit de prendre en compte l'existence antérieurement à l'approbation du PLU, de bâtis d'intérêt patrimonial ayant existé dans le passé dans des proportions comparables.

Ainsi, un nouvel article relatif aux éléments de paysages identifiés au titre des articles L151-19 et L151-23 du Code de l'urbanisme est ajouté au règlement :

« Sont également autorisées, tout en étant visibles de la rue, des extensions dans la mesure où elles correspondent à des bâtis d'intérêt patrimonial dont l'existence est avérée dans le passé, dans la mesure où lesdites extensions respectent la qualité du site par leur implantation judicieuse et leurs proportions adaptées tant pour leur volumétrie que pour leur hauteur. »

Les élus reviennent sur les réponses apportées aux remarques / questions consécutives à la mise à disposition du public. Ci-dessous les réponses aux personnes publiques associées et mise à disposition du public :

Demande / Remarque	Réponse
<p><i>Avis de l'état</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Demande de préciser la zone d'implantation et la densité des extensions et annexes</i> 	<p><i>La modification simplifiée du PLU respecte bien l'article L151-12 du CU dans la mesure où il est précisé pour les annexes une emprise au sol, une hauteur, une distance d'implantation par rapport à la construction à destination d'habitation existante (ce qui correspond bien à une zone d'implantation) et l'emprise au sol est définie par rapport au terrain d'assiette ou par rapport à l'unité foncière ce qui constitue ainsi la densité</i></p>
Demande / Remarque	Réponse
<p><i>Estelle POISBLEAU :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Demande de modification de l'article UA7</i> <i>Demande de modification de l'article UA12</i> 	<p><i>La modification de l'article UA7 telle que demandée, ne peut entrer dans le cadre d'une procédure de modification simplifiée car elle pourrait conduire à augmenter de plus de 20 % la constructibilité par rapport à l'état actuel.</i></p> <p><i>En ce qui concerne la modification de l'article UA12, elle peut être recevable dans le cadre d'une modification simplifiée mais pourrait conduire à créer de nouveaux logements en extension de moins de 60 m² sans nouvelle place de stationnement, ce qui pourrait être pénalisant pour le fonctionnement urbain.</i></p>

<p>Emmanuel VAILLANT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Demande de modification de zonage d'une parcelle afin de rendre constructible une partie 	<p>La modification demandée ne peut entrer dans le cadre d'une procédure de modification simplifiée; le reclassement d'une zone non constructible en zone constructible ne peut se faire que dans le cadre d'une révision de PLU.</p>
<p>Patrice LAURENT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Demande de correction de la limite de l'emprise de l'Espace Boisé Classé (EBC) sur la parcelle A164 et reclassement en zone constructible 	<p>La modification demandée ne peut entrer dans le cadre d'une procédure de modification simplifiée; la suppression d'un EBC et son reclassement en zone constructible ne peut se faire que dans le cadre d'une révision de PLU.</p>
<p>Philippe DOBRENEL :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Souhait de pouvoir construire en zone N sur une propriété bâtie existante, un atelier de bricolage d'environ 30 m² et un carport de 15 m² 	<p>Le projet de modification simplifiée va permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les abris de jardin, à condition d'être liés aux constructions existantes à destination d'habitation. Ces abris de jardin doivent être implantés à moins de 20 mètres de la construction existante et ne pas dépasser 10 m² d'emprise au sol par unité foncière. - Les abris pour stationnement non clos, à condition d'être attenants à la construction existante à destination d'habitation. La condition que l'abri pour stationnement non clos soit attenant à la construction existante peut ne pas s'appliquer lorsqu'il existe une continuité bâtie entre la construction existante et l'abri pour stationnement non clos. L'emprise au sol des abris pour stationnement non clos est limitée à 30 m² par unité foncière. <p>Le projet de M. Dobrenel devra être adapté en conséquence.</p>
<p>Laurent MANTEL :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rendre proportionnelle la taille des annexes à la surface de terrain libre 	<p>Cette façon de calculer ne semble pas très équitable car elle favoriserait les propriétaires de grand terrain; les besoins de matériel ne sont pas proportionnels à la surface de terrain.</p>
<p>M. et Mme SCHMIDAL :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet d'extension d'une construction existante sur parcelle 68 en zone UFa et demande de déclassement localisé au droit du projet de la protection « espaces boisés » et « parcs et jardins » au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme 	<p>Afin de permettre la réalisation de ce projet, et de faciliter sous conditions les extensions « visibles de la rue » dans les secteurs de jardin protégé au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, il est nécessaire d'amender légèrement le règlement.</p> <p>Il s'agit de prendre en compte l'existence antérieurement à l'approbation du PLU, de bâtis d'intérêt patrimonial ayant existé dans le passé dans des proportions comparables.</p>

	<p><i>Ainsi, un nouvel article relatif aux éléments de paysages identifiés au titre des articles L151-19 et L151-23 du Code de l'urbanisme est ajouté au règlement :</i></p> <p><i>« Sont également autorisées, tout en étant visibles de la rue, des extensions dans la mesure où elles correspondent à des bâtis d'intérêt patrimonial dont l'existence est avérée dans le passé, dans la mesure où lesdites extensions respectent la qualité du site par leur implantation judicieuse et leurs proportions adaptées tant pour leur volumétrie que pour leur hauteur. »</i></p>
<p>M. VERDIER :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Demande de prise en compte du caractère privé d'une sente située entre le 29 et le 31 rue de Chars</i> 	<p><i>La commune prend acte de cette demande.</i></p>

Stéphane Zamy : *Pour la demande de correction de la limite de l'emprise de l'Espace Boisé Classé, c'est en fait la nature qui a repris ses droits et qui a modifié les limites ?*

Michel Dejardin : *En effet le contour de propriété diffère suite à l'évolution de la nature mais la modification simplifiée du PLU ne permet pas de modifier ce point.*

Elisabeth Oyer-Laurent *s'oppose à l'ajout du nouvel article au PLU selon lequel « Sont également autorisées, tout en étant visibles de la rue, des extensions dans la mesure où elles correspondent à des bâtis d'intérêt patrimonial dont l'existence est avérée dans le passé, dans la mesure où lesdites extensions respectent la qualité du site par leur implantation judicieuse et leurs proportions adaptées tant pour leur volumétrie que pour leur hauteur. »*

En effet il existe un risque d'interprétation trop large suivant les personnes. La volumétrie peut être perçue différemment selon les personnes. Il y a donc un risque de subjectivité dans l'attribution des permis.

Michel Dejardin : *Cette extension est permise dans toute la zone dès lors que cela respecte une double condition :*

- *Antériorité historique du bâtiment*
- *Respect de la qualité du site par leur implantation judicieuse et leurs proportions adaptées tant pour leur volumétrie que pour leur hauteur*

L'article pose donc une double contrainte suffisamment forte pour restreindre les cas d'autorisations. L'ABF jugera de la volumétrie et de la hauteur des constructions. Les contraintes sont suffisamment fortes pour minimiser un phénomène de multiplication des extensions.

Jean Loriné : *En effet il y a avant tout une volonté de préserver la qualité du site. C'est pourquoi ces cas d'extensions sont très cadrés. Tous les projets ne seront donc pas autorisés.*

Stéphane Zamy : *L'ABF agira donc en garde-fou pour ne pas permettre toute sorte de projet ?*

Jean Loriné : *Tout à fait. En outre, la commune reste indépendante pour accorder ou non les permis.*

Le conseil municipal adopte la délibération à l'UNANIMITÉ.

Article 1 : D'approuver la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Marines telle qu'elle est annexée à la présente délibération.

Article 2 : La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 153-20 et R 153-21 du code de l'urbanisme :

- D'un affichage en mairie durant un mois ;
- D'une mention en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département ;
- D'une insertion au recueil des actes administratifs conformément à l'article R. 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Article 3 : La présente délibération sera exécutoire après accomplissement de la dernière des mesures de publicité et, suivant les dispositions de l'article L 153-24 du code de l'urbanisme, en l'absence de schéma de cohérence territoriale approuvé, à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat

Article 4 : La présente délibération sera transmise à la préfecture pour le contrôle de légalité.

Article 5 : Conformément à l'article L. 153-22 du code de l'urbanisme, le dossier de la modification simplifiée N°1 du plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de Marines, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 6 La présente délibération sera exécutoire après accomplissement de la dernière des mesures de publicité et, suivant les dispositions de l'article L 153-24 du code de l'urbanisme, en l'absence de schéma de cohérence territoriale approuvé, à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat ;

Article 7 : Conformément à l'article L 153-22 du code de l'urbanisme, le dossier de la modification simplifiée N°1 du plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de Marines, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Délibération n°2022-CMa-10-02 Création d'un emploi non permanent pour faire face à un accroissement temporaire d'activité au sein du service ressources humaines

Vu l'article L. 332-23 1° du code général de la fonction publique autorisant le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois sur une période consécutive de dix-huit mois, renouvellement compris,

Considérant la nécessité de recruter un agent afin d'accompagner le département Ressources Humaines, dans le contexte de la structuration de l'activité RH, du renforcement de son rôle de fonction support auprès des services, de la tenue de plusieurs projets cadres concernant l'organisation du travail de la collectivité.

Marines, le 20 octobre 2022

Les missions principales de l'agent seront les suivantes : gestion de la paie, déclarations sociales, gestion des absences et congés, établissement et tenue des dossiers administratifs du personnel, accompagnement opérationnel sur la mise en œuvre des mesures individuelles et collectives liées à la gestion du personnel.

Le conseil municipal adopte la délibération à l'UNANIMITÉ.

Article 1 : De créer à compter du 12 novembre 2022 un emploi non permanent à temps pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans le grade d'adjoint administratif territorial, relevant de la catégorie hiérarchique C.

Article 2 : Cet emploi non permanent sera occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 12 mois.

Il devra justifier à minima d'une formation et d'une expérience confirmée dans la gestion du personnel et de la paie, faire preuve d'une grande rigueur administrative et de qualités relationnelles, avoir de bonnes connaissances en bureautique et le goût du travail en équipe.

Article 3 : La rémunération sera fixée par référence à l'indice brut 401 indice majoré 363, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités en vigueur.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Article 4 : La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité ainsi qu'au Centre de Gestion de la Grande Couronne.

Délibération N°2022-CMa-10-03 Reversement de la taxe d'aménagement à l'EPCI de rattachement

Vu l'article 155 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021,

Vu le décret n°2021-1452 du 04 novembre 2021 pris en application également de l'article 155 de la loi de finances initiale pour 2021, portant sur la sectorisation des taux de taxe d'aménagement,

Vu l'article 109 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 qui rend obligatoire le reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement entre communes membres et EPCI à fiscalité propre compte tenu de la charge des équipements publics assumés par chacune des collectivités concernées,

Vu l'ordonnance du 14 juin 2022 prise en application, à la fois de l'article 109 de la loi de finances pour 2022 susvisé, mais également de l'article 155 de la loi de finances pour 2021, relative au transfert à la DGFIP de la gestion de la taxe d'aménagement,

Vu la délibération de la Communauté de communes Vexin centre en date du 29 septembre 2022 qui entérine le principe de reversement de la taxe d'aménagement des communes à la CCVC à hauteur de 1% pour les communes de l'EPCI et de 2% pour celles qui disposent d'une ou plusieurs zones d'activité sur leur territoire,

Marines, le 20 octobre 2022

Considérant que désormais « tout ou partie de la taxe perçue par la commune est reversé à l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités. »

Considérant qu'il est nécessaire que la ville de Marines délibère pour acter ce reversement de la taxe d'aménagement à l'EPCI de rattachement,

Considérant qu'il est proposé que la commune de Marines reverse à la communauté de communes Vexin centre (CCVC) un pourcentage de 1% de sa taxe communal d'aménagement correspondant au pourcentage reversé par l'ensemble des communes membres de la CCVC plus 1% en raison de l'existence d'une zone d'activités sur le territoire de la commune, soit un total de 2% ;

Nadine Ninot précise que la délibération doit être concordante avec celle de l'EPCI.

Débat sur la notion de concordance des délibérations.

Vincent Lautié : Nous délibérerons sur le sujet tous les ans ?

Nadine Ninot : Il n'y a pas d'obligation de délibérer annuellement mais cela reste une possibilité notamment si des aménagements d'équipements publics sont pris en charge par l'EPCI lors de l'année qui suit.

Le conseil municipal adopte la délibération à l'UNANIMITÉ.

Article 1 : Approuver le principe de 2% de reversement de sa part communale de la taxe d'aménagement à la Communauté de communes Vexin-Centre.

Article 2 : Décider que ce recouvrement sera calculé sur les impositions nouvelles à partir du 1er janvier 2022.

Article 3 : La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité ainsi qu'à la Communauté de communes Vexin-Centre.

Délibération n°2022-10-04 Adoption de la décision modificative n°2 du budget communal 2022

Vu le budget principal voté le 22 mars 2022,

Vu la démarche de fiabilisation des comptes engagée par la commune avec la DGFIP,

Vu l'état d'actif faisant mention de frais d'étude pour 80 536,87€ au compte 2031 inscrits depuis plus de 5 ans,

Vu l'état d'actif faisant mention de frais d'insertion pour 5 435,28€ au compte 2033 inscrits depuis plus de 5 ans,

Considérant que les travaux sont achevés et qu'il y a lieu de transférer les frais d'études et les frais d'insertion vers les comptes d'immobilisation définitifs,

Considérant que les écritures de régularisation de transfert sont des écritures d'ordre au chapitre 041 – Opérations d'ordre patrimonial, équilibrées en dépenses et en recettes, qui n'ont pas d'impact sur le résultat d'investissement de l'exercice,

Caroline Moutard : *Il s'agit d'une erreur de lettrage ?*

Nadine Ninot : *Il y a des sommes d'écriture comptable qui sont restées en cours. Or il s'agit maintenant de les transférer sur leur nature comptable définitive afin d'amortir les biens C'est une régularisation.*

Le conseil municipal adopte la délibération à l'UNANIMITÉ.

Article 1 : D'adopter la Décision Modificative Nr.2 du budget principal 2022 de la commune, équilibrée en dépenses et en recettes en section d'investissement présentée comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT		
DEPENSES		
Chapitre	Compte	Montant
041	2121 - Plantations arbres	3 914,51 €
	2128 - Agencement terrains	4 083,60 €
	21312 - Bâtiments scolaires	2 750,80 €
	21321 - Bâtiments privés	5 023,20 €
	21351 - Bâtiments publics	47 838,26 €
	2152 - Installations de voirie	22 361,78 €
	Chapitre 041	85 972,15 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		85 972,15 €
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES		
Chapitre	Compte	Montant
041	2031 - Frais d'Etudes	80 536,87 €
	2033 - Frais d'insertion	5 435,28 €
	Chapitre 021	85 972,15 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		85 972,15 €

Article 2 : La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité ainsi qu'au SGC.

Délibération n°2022-CMa-10-05 Budget communal - correction sur exercices antérieurs – Rattrapage d'amortissement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2321-2 27° qui dispose que pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3.500 habitants, les dotations aux amortissements des immobilisations constituent une dépense obligatoire,

Marines, le 20 octobre 2022

Il est rapporté que dans le cadre de l'ajustement entre l'actif du comptable et l'inventaire de l'ordonnateur, il a été constaté des anomalies sur le compte 2031 pour un défaut d'amortissement qu'il convient de corriger. Cette correction est sans impact sur les résultats de la section de fonctionnement et d'investissement car elle relève d'une opération d'ordre non budgétaire. Le compte 28031 (dotations aux amortissements) est crédité par le débit du compte 1068 dans la limite de son solde créditeur cumulé du compte de gestion (pour mémoire, le solde de ce compte à fin 2021 est de 26 371 413,20€). L'état d'actif a donc été revu pour les biens amortissables en collaboration avec la Trésorerie.

Considérant que la correction d'erreurs sur exercices antérieurs doit être neutre sur le résultat de l'exercice et que, pour assurer la neutralité de ces corrections, il est désormais obligatoire de corriger les erreurs sur exercices antérieurs par opération d'ordre non budgétaire par prélèvement sur le compte 1068,

Considérant que cette opération est neutre budgétairement pour la collectivité et qu'elle n'aura aucun impact sur le résultat de fonctionnement ni d'investissement,

Considérant que l'ordonnateur a identifié les immobilisations pour lesquelles les amortissements auraient dû être constatés les années antérieures

Le conseil municipal adopte la délibération à l'UNANIMITÉ.

Article 1 : D'autoriser le comptable public à effectuer un prélèvement sur le compte 1068 du budget de la commune d'un montant de 92 159,28 € par opération d'ordre non budgétaire, pour régulariser le compte suivant : 28031 à hauteur de 92 159,28 €

Article 2 : La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité ainsi qu'au SGC.

Délibération n°2022-CMa-10-06 Adoption de la décision modificative n°2 du budget logement 2022

Vu le budget annexe logement voté le 22 mars 2022,

Vu la démarche de fiabilisation des comptes engagée par la commune avec la DGFIP,

Vu l'état d'actif faisant mention de granulés à chaudière pour 2 490,00 € au compte 2313 – Immobilisations corporelles en cours : Constructions,

Vu l'état d'actif faisant mention de frais d'études pour 2 500 € au compte 2031 – Frais d'études,

Considérant que les travaux sont achevés et qu'il y a lieu de transférer les frais d'études vers le compte d'immobilisation définitif,

Considérant la nécessité de prévoir les crédits suffisants aux comptes impactés,

Le conseil municipal adopte à l'UNANIMITÉ la délibération.

Article 1 : D'adopter la Décision Modificative Nr.2 du budget annexe logement 2022 de la commune, équilibrée en dépenses et en recettes en section de fonctionnement et d'investissement, présentée comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT		
DEPENSES		
Chapitre	Compte	Montant
011 -	60621 - Combustibles	2 490,00 €
Chapitre 011		2 490,00 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		2 490,00 €
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES		
Chapitre	Compte	Montant
77 -	773 - Mandats annulés sur exercice antérieur	2 490,00 €
Chapitre 75		2 490,00 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		2 490,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT		
DEPENSES		
Chapitre	Compte	Montant
041 -	21321 - Immeubles de rapport	2 500,00 €
Chapitre 041		2 500,00 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		2 500,00 €
RECETTES		
Chapitre	Compte	Montant
041 -	2031 - Frais d'études	2 500,00 €
Chapitre 041		2 500,00 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		2 500,00 €

Article 2 : La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité ainsi qu'au SGC.

Délibération n°2022-CMa-10-07 Budget logement - Correction sur exercices antérieurs - Rattrapage d'amortissement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2321-2 27° aux termes duquel les communes dont la population est égale ou supérieure à 3.500 habitants, les dotations aux amortissements des immobilisations constituent une dépense obligatoire,

Dans le cadre de l'ajustement entre l'actif du comptable et l'inventaire de l'ordonnateur, il a été constaté des anomalies sur le compte 2158 pour un défaut d'amortissement qu'il convient de corriger. Cette correction est sans impact sur les résultats de la section de fonctionnement et d'investissement car elle relève d'une opération d'ordre non budgétaire. Le compte 28158 (dotations aux amortissements) est crédité par le débit du compte 1068 dans la limite de son solde créditeur cumulé du compte de gestion (pour mémoire, le solde de ce compte à fin 2021 est de 186 373,14 €). L'état d'actif a donc été revu pour les biens amortissables en collaboration avec la Trésorerie.

Considérant que la correction d'erreurs sur exercices antérieurs doit être neutre sur le résultat de l'exercice et que, pour assurer la neutralité de ces corrections, il est désormais obligatoire de corriger les erreurs sur exercices antérieurs par opération d'ordre non budgétaire par prélèvement sur le compte 1068,

Considérant que cette opération est neutre budgétairement pour la collectivité et qu'elle n'aura aucun impact sur le résultat de fonctionnement ni d'investissement,

Considérant que l'ordonnateur a identifié l'immobilisation pour laquelle les amortissements auraient dû être constatés les années antérieures,

Le conseil municipal adopte à l'UNANIMITÉ la délibération.

Article 1 : D'autoriser le comptable public à effectuer un prélèvement sur le compte 1068 du budget de la commune d'un montant de 217,39 € par opération d'ordre non budgétaire, pour régulariser le compte suivant : 28158 à hauteur de 217,39 € correspondant aux amortissements de 2020 et 2021 de l'immobilisation Nr. COMMULOGEM2019000025.

Article 2 : La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité ainsi qu'au SGC.

Délibération n°2022-CMa-10-08 Versement d'une subvention exceptionnelle de 3000 euros au comité des fêtes

Il est rapporté que suite à une utilisation frauduleuse de la carte bleue du comité des fêtes de Marines au mois d'Août 2022, pour un montant de 3 035 euros, l'association « le comité des fêtes » va rencontrer des difficultés financières pour honorer les événements pour lesquels elle est déjà engagée par contrat, notamment le spectacle de Noël programmé pour le 11 décembre.

Nadine Ninot précise que le spectacle pour le Noël des enfants est en jeu.

Le comité des fêtes de Marines sollicite donc à ce titre une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 000 euros.

Marines, le 20 octobre 2022

Une procédure avec la banque de l'association (le CIC) est en cours, et une plainte a également été déposée à la gendarmerie de Marines. L'enquête est en cours.

Le comité des fêtes s'engage à déduire ce montant de 3 000 euros de sa prochaine demande de subvention (2023), s'il obtient le remboursement des opérations frauduleuses par le CIC.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1611-4,

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,

Considérant que les subventions sont des contributions facultatives de toute nature, décidées par les autorités administratives justifiées par un intérêt général et destinées au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire ou à la participation à un projet ou une action spécifique,

Considérant la demande de subvention exceptionnelle du comité des fêtes,

Le conseil municipal adopte la délibération à l'UNANIMITÉ.

Article 1 : De verser à titre exceptionnelle à l'association « le comité des fêtes » une subvention de 3000 € en raison des motifs précités.

Article 2 : La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité ainsi qu'au comité des fêtes et au service de gestion comptable.

Délibération n°2022-CMa-10-09 Adoption du règlement intérieur de la bibliothèque municipale

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1421-4,

Vu le code du patrimoine et notamment ses articles L. 310-1 à L. 310-6,

Considérant la bibliothèque municipale de Marines est un service public destiné à toute la population de Marines ainsi que des communes environnantes ; Qu'elle a pour mission de contribuer au développement de la lecture publique, mais également de permettre une éducation permanente grâce à la diffusion de l'information et des connaissances, et grâce à l'accès à des recherches documentaires et à la participation à des activités culturelles,

Considérant que le règlement intérieur de la bibliothèque a pour objet de permettre aux usagers un accès et une consultation aux documents dans les conditions les plus favorables, en veillant à la fois au respect des lieux et du matériel, au maintien de l'ordre et à la meilleure cohabitation entre tous les usagers,

Considérant que le règlement intérieur tel qu'annexé à la présente délibération est applicable à tout usager de la bibliothèque,

Daniel Hermand précise que le nouveau règlement intérieur prend notamment en compte les ouvertures le dimanche, la hausse des fréquentations de la bibliothèque etc.

Vincent Lautié : Qu'en est -t-il de la fréquentation le dimanche ?

Daniel Hermand : Si au début la fréquentation était timide, il y a aujourd'hui une nette évolution (entre 15 et 30 personnes). Des personnes extérieures à Marines viennent même à la bibliothèque.

Le conseil municipal adopte à l'UNANIMITÉ la délibération.

Article 1 : D'approuver le règlement intérieur de la bibliothèque municipal de Marines tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 : Le règlement intérieur fera l'objet d'un affichage dans les locaux de la bibliothèque.

Article 3 : La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité.

Informations diverses :

Annie Bourget : obtention du label « ville amie des animaux d'Ile de France » avec deux pattes. Cela nous permettra d'obtenir des subventions.

Catherine Genet : La sortie d'hiver des marinois aura lieu le 10 décembre à Saint-Valery sur Somme.

Daniel Hermand : Il y a un boucher sur le marché de Marines.

Fin de séance

L'ordre du jour étant épuisé, Mme le Maire lève la séance à 21h52.

Le prochain conseil municipal se tiendra le mardi 13 décembre 2022 à 20 heures en salle du conseil municipal.